

Document rédigé pour
l'association AIMER

LES ACTIONS EN FAVEUR DES ENFANTS DE LA RUE AU CAMEROUN

Relation d'une visite
(novembre 1998)

par

Yves MARGUERAT

Une mission professionnelle au Cameroun m'a permis de revenir dans ce pays où j'avais travaillé il y a fort longtemps (1968-70, ainsi qu'une longue mission en 1979), et qui m'avait particulièrement marqué par sa diversité et sa beauté : le début de ma carrière de spécialiste des problèmes urbains en Afrique. A l'époque, je ne m'intéressais pas encore aux enfants de la rue et, de fait, le problème n'apparaissait guère. Je me souviens tout de même qu'il y avait quelques gamins qui gardaient les voitures devant le mess de Yaoundé où je prenais mes repas. Parfois, ils me demandaient de les raccompagner avec ma voiture chez eux, devant un bar situé en contrebas, le long de la voie ferrée de Douala : ils étaient sans doute pauvres, mais certainement pas sans logis ni à l'abandon. En 1979, on en voyait de plus visiblement marginalisés, qui gardaient ou mendiaient devant les grands magasins du centre-ville, en compagnie d'équipes d'habiles jeunes voleurs (on attire votre attention à la portière droite de la voiture, le danger est à gauche), dont mon porte-documents et mes précieuses fiches de travail firent une fois les frais¹ : le problème de la marginalisation infantile était devenu bien réel à Yaoundé. Cette fois-ci, j'ai pu profiter de ce voyage à travers le pays pour rencontrer quelques actions en faveur des enfants des rues.

I - DOUALA

Si la métropole portuaire a considérablement grandi en population et en surface (une multiplication par quatre en vingt ans : elle dépasse le million et demi d'habitants²), elle n'a pas fondamentalement changé de paysage ni de problème central : un dynamisme économique remarquable, tant dans les grandes affaires que dans le secteur populaire, qui contraste avec la négligence des pouvoirs publics (installés à Yaoundé, ceux-ci ignorent plus que jamais une ville qui vote "mal"), d'où l'insuffisance et le délabrement croissants des infrastructures.

Je n'ai pu rencontrer les gens de l'association OSER, les brèves indications que j'avais pour les joindre s'étant révélées impraticables. Par contre, j'ai eu une longue conversation avec le RP Giorgio Gagliani, de l'ordre italien des missionnaires xaviériens³. Celui-ci, au Cameroun depuis deux ans, avait auparavant travaillé une quinzaine d'années au Brésil avec les enfants de la rue, et il représente visiblement un capital considérable de compétences et d'expériences. Il est installé dans la paroisse de l'immense quartier Ndokpassi II (150 000 habitants), qui s'étend loin à l'est de l'aéroport. La pratique qu'il a instituée est avant tout de l'ordre de la prévention : intervenir, avec les forces importantes que donne la mobilisation d'une grosse communauté paroissiale, auprès des familles en danger de rupture avec leurs enfants, pour éviter que les liens

¹ Les documents sont rapidement revendus : il s'agissait de voleurs honnêtes.

² Estimation de l'*Annuaire statistique du Cameroun 1997*.

³ BP 7330, Douala. Tél. et fax : [237] 22 32 62.

Fonds Documentaire IRD

Cote : B* 22065 Ex : 7



ne se rompent. Trois équipes d'éducateurs issus du quartier repèrent les jeunes (de 10 à 18 ans) qui traînent et paraissent plus ou moins à l'abandon, puis elles contactent les familles pour renouer le dialogue entre parents et enfants.

Un atelier de formation en couture et menuiserie accueille 70 jeunes en grande difficulté - dont une moitié de filles-, qui logent en famille ou chez des éducateurs (il n'y a pas de foyer d'accueil de nuit). A la formation professionnelle s'ajoutent, le soir, trois heures de rattrapage scolaire, ainsi qu'une initiation aux questions de santé et d'hygiène dans les dispensaires de la mission, qui diffusent de la formation sanitaire pour tout le quartier. Une éducation religieuse est proposée. Beaucoup de ces jeunes n'ont pas leurs parents à Douala, et ils ont été victimes de la négligence de leur tuteur citadin, qu'ils ont fui en général à l'âge de 14 ou 15 ans.

En liaison avec l'association ACAT¹, un groupe agit aussi dans les commissariats de police et à la prison centrale, où les enfants détenus -en moyenne une quarantaine, dont 60 % issus de foyers désunis- vivent dans des conditions pénibles : mal isolés des adultes, hygiène déplorable... Ce groupe est composé de gens de la paroisse (y compris un psychologue), qui ont reçu une formation de six mois. Il intervient aussi auprès du parquet pour suivre le traitement des dossiers des mineurs emprisonnés. Les jeunes qui sortent de la prison sont attentivement suivis dans leur réinsertion.

Il existe au centre-ville de Douala une "Maison des jeunes et de la culture" (financée par une organisation italienne), ainsi qu'à Yaoundé et à Garoua, qui travaille à la socialisation des jeunes par le théâtre, la danse, le sport... Fonctionnent également dans trois ou quatre quartiers populaires des "foyers Saint-Nicodème", dirigés par les religieux spiritains, qui accueillent les enfants en détresse pour essayer de replacer en famille ceux qui le peuvent ; ils assurent aussi la formation à des métiers manuels (de la vannerie à l'informatique, de l'élevage à la pâtisserie...) On trouve un peu d'informations sur ces foyers dans un livre récent consacré à une religieuse française, Soeur Marie Roumy, qui anime depuis près de quarante ans des actions de développement urbain tout à fait remarquables à Douala, mais on y parle beaucoup plus de spiritualité que de pédagogie.²

Le RP Gagliani croit à la nécessité de la mobilisation de tous, pour modifier l'attitude de la société entière. Les chambres de Commerce pourraient ainsi contribuer à la formation professionnelle des jeunes, comme c'est le cas au Brésil. Il est très important de travailler au niveau national, car les enfants circulent beaucoup entre les villes du Cameroun. (On retrouve ici la grande originalité de la géographie urbaine de ce pays : le "polycentrisme", l'éclatement entre plusieurs grandes villes au pouvoir d'attraction relativement égal, ce qui est très différent de la centralisation massive sur la seule capitale que connaissent la plupart des pays africains.)

II - YAOUNDÉ

Pris par un colloque, je n'ai pu me rendre que deux courtes fois, toujours le soir, au Foyer de l'Espérance³, créé en 1977 pour des enfants sortis de prison par mon ami le Frère Yves Lescanne, auteur de l'un des plus beaux livres sur les enfants de la rue (*Enfants de la prison et de la rue dans une ville africaine*⁴). Je n'ai pas vu le directeur, le RP Maurizio Bezzi, seulement le responsable principal, Benoît Kamkuimo. Le foyer est composé de plusieurs petits bâtiments, éparpillés sur le flanc escarpé de la colline de Mvolyé⁵, sur un terrain appartenant à l'archevêché (qui a toujours été le principal soutien de l'action). Des constructions de bois servent de bloc bureau-salle de jeu et de télévision, de dortoirs, de salles de classe (tous niveaux) et d'ateliers. Il y a aussi un bloc sanitaire, avec des douches et un réservoir en plein air baptisé du nom de piscine, et des ateliers (menuiserie et mécanique), qui assurent quelques revenus à la communauté.

¹ Action chrétienne contre la torture.

² Odile Foch : *Marie Roumy, Spiritaine à Douala*, Paris, Editions du Signe, 1999, 227 p.

³ S/c Archidiocèse, BP 185, Yaoundé - pas de téléphone sur place.

⁴ Yaoundé, Université catholique d'Afrique centrale, 1997, 219 p., diffusion extérieure par Karthala. Voir *Cahier de Marjuvia* n° 6, 1998, pp. 117-121.

⁵ Siège de la mission catholique de Yaoundé depuis l'époque allemande, à l'écart de la colline de l'administration et de la vallée du commerce.

Si le foyer sert de lieu de vie, sa philosophie reste, comme à l'origine, de privilégier le retour en famille, plus ou moins rapidement (au plus quelques mois). N'y séjournent donc en général qu'une dizaine d'enfants (de 10 à 15 ans). Les parties non construites du terrain sont cultivées par les enfants : cela les occupe, et cela améliore sensiblement l'ordinaire.

D'après le rapport d'activité pour l'année 1997, si les pensionnaires proprement dits sont peu nombreux, un grand nombre d'enfants de la rue passent au foyer, en particulier le samedi, journée "portes ouvertes", où les gamins peuvent venir se reposer, laver leur linge, se faire soigner... Cela permet de créer des liens et offre à ceux qui le souhaitent une occasion de renouer avec les adultes, puis de rechercher ensemble une issue à leur situation quand ils se décident à changer de vie. Le nombre de ces visites varie beaucoup d'un mois sur l'autre : de 275 présences cumulées en juillet 1997 à plus de 600 en août, novembre et décembre, avec une moyenne de 400 à 500 les autres mois, soit un total de l'ordre de 6 000 en 1996 comme en 1997, années qui ont vu chacune 200 accueils de nouveaux pensionnaires et une grosse cinquantaine de retours en famille réussis.

Dans le centre de la vaste ville¹, le Foyer envoie des équipes d'animateurs (un pendant la journée, trois de plus le soir) vers les zones où se concentrent les groupes d'enfants. Elles nouent des contacts, jouent avec eux, les écoutent, les conseillent, esquissent avec ceux qui l'envisagent des voies de sortie de la rue... Deux fois par semaine, un éducateur fait la tournée des commissariats, pour retrouver les mineurs qui y ont été arrêtés et contribuer à régler leur sort le plus vite possible.

Dans ce rapport, il est fait une description des lieux de séjour habituel des enfants dans les diverses parties du centre-ville. Retenons ces quelques phrases, qui rendent bien compte de la diversité des situations malgré la brièveté des distances entre les endroits cités : "Les enfants originaires du Nord se concentrent près du rond-point de la poste centrale, où ils peuvent faire pitié aux passants et recevoir d'eux quelques pièces de monnaie ; la nuit, tous se retrouvent au centre artisanal², où ils peuvent faire eux-mêmes leur cuisine à l'aide de vieilles boîtes, avec l'hygiène que l'on imagine. Ils ont en moyenne 12 ans ; leur nombre varie entre 20 et 30, en fonction des menaces de la police.

"La deuxième zone d'attraction [des enfants de la rue] est devant l'hôtel Hilton. Une tribune prévue pour les défilés leur sert de place de repos. Ce groupe est essentiellement constitué d'enfants originaires des diverses provinces méridionales et occidentales. Dans la journée, ils vont à la recherche de vieilles tôles et d'objets en aluminium, qu'ils revendent aux artisans. Certains offrent de petits services dans les marchés et à la gare routière, en plus du gardiennage des voitures le soir, devant le cinéma Abbia. [...] Ils sont une quinzaine, la moyenne d'âge étant de 14 ans ; ils se droguent moins que les autres.[...]

"Un autre groupe, composé de jeunes venus de toutes les régions et de l'étranger, est installé devant le cinéma Capitole. Ce sont des partisans du moindre effort : ils offrent de petits services, c'est vrai, mais ils sont surtout toujours prêts à "opérer" (c'est-à-dire voler), car ils travaillent peu. Environ 25 jeunes, d'un âge moyen de 18 ans. C'est le groupe le moins nomade : on le trouve jour et nuit au même endroit.

"On trouve aussi autour de la gare des jeunes en provenance du Littoral [chef-lieu Douala] et de l'Adamaoua [chef-lieu Ngaoundéré, les deux terminus de la voie ferrée]. [Arrivés par le train] à Yaoundé, ils sont déboussolés, se perdent et reviennent autour de la gare. Les âges sont très divers et les effectifs non stables ; leur mobilité est grande à cause des voyages qu'ils font sans cesse - bien sûr sans payer leur billet..."

Autre branche du Foyer de l'Espérance, l'Arche de Noé s'occupe spécifiquement des jeunes en prison et de ceux qui en sortent. Ceux-ci "sont en situation d'échec auprès de leur

¹ Environ 1,2 million d'habitants, étalés sur une très vaste surface, car de nombreuses vallées profondes (et inondables) morcellent l'espace urbain.

² Où les commerçants originaires du Nord sont nombreux.

famille et de leurs anciens amis, d'où leur manque de confiance, le rejet de soi-même, la difficulté d'une formation professionnelle, le manque de goût à travailler et même à vivre..." A la périphérie de la ville, non loin de la grande prison de Nkondengui, l'Arche les occupe à la culture de produits vivriers (auto-consommés) et à la fabrication de briques de terre (revendues - c'est une ressource non négligeable), le temps nécessaire pour se refaire une santé, retrouver le moral et retourner en famille : cela prend en moyenne trois à six semaines. Les statistiques indiquent 58 jeunes accueillis en 1996, 79 en 1997. Sur ce total, 51 % sont retournés en famille et 27 % ont pu être réinsérés par le travail (ateliers et services du secteur artisanal, chantiers de construction, petit commerce...); 7 % sont repartis en prison, 4 % dans la rue. Sans ce suivi, combien auraient rechuté ?

En prison, 49 jeunes détenus sont scolarisés par l'Arche de Noé (du primaire¹ jusqu'à la terminale), surtout par des enseignants prisonniers. Les uns et les autres reçoivent quelques vivres, du savon, des vêtements, par le biais de l'aumônerie de la prison. Chaque mercredi, 20 mineurs détenus sont autorisés à sortir pour venir à l'Arche, où ils ont l'occasion de recevoir des soins, taper dans un ballon de foot, trouver une oreille attentive, rencontrer si possible leur famille... Un autre problème, difficile, est celui, parmi les jeunes majeurs emprisonnés (18-23 ans), de la centaine qui sont d'anciens enfants de la rue : les familles s'en sont détournées depuis longtemps, et ils sont en grande détresse morale et matérielle. L'Arche leur apporte un peu d'aide (des repas deux fois par semaine) et le réconfort d'une écoute amicale.

Il existe maintenant aussi des filles dans les rues de Yaoundé², en général déjà mères de famille. Une action en leur faveur s'amorce, avec de grandes difficultés.

Par ailleurs, j'ai aussi pu rendre visite à une autre institution, située à courte distance de Yaoundé : la "Fondation Petit-Dan et Sarah"³, dans la bourgade de Soa, à 15 km au nord de la capitale. Ce n'est pas une oeuvre d'origine religieuse, mais l'initiative indépendante d'un couple, certes mû par sa foi chrétienne. En 1982, Joseph et Marie-Madeleine Zingui avaient commencé, sans idée préconçue, à recueillir de petits enfants en grande détresse (surtout des orphelins maltraités), en plus de leurs propres rejetons (cinq). Cela prit tant d'ampleur que Joseph décida d'abandonner son métier de cadre de banque pour se consacrer entièrement à ces enfants qui, sans lui, auraient inévitablement échoué dans la rue - du moins ceux qui auraient survécu. Heureusement, l'action a pu bénéficier d'une aide substantielle de la part de la défunte épouse du président de la République, qui lui a notamment fait obtenir le grand terrain où la communauté est installée, à la sortie nord de Soa, dans plusieurs constructions basses qui entourent une prairie-terrain de foot. Il y a actuellement 32 enfants sur place, les plus petits (surtout 5 à 10 ou 12 ans). Les plus grands poursuivent leurs études à Soa, voire, pour les aînés, à l'université à Yaoundé. Le budget est assuré essentiellement par des dons extérieurs et locaux, assez aléatoires mais jusqu'ici à peu près suffisants.

Au centre même de Soa, la Fondation a créé un petit atelier, assez bien équipé⁴, qui forme les jeunes à la couture, à la soudure et à l'informatique (avec deux ordinateurs). Les travaux exécutés pour les clients rapportent 6 à 7 % du budget annuel.

III - NGAOUNDÉRIÉ

La ville de Ngaoundéré, vieille cité peul du XIX^e siècle, est de longue date la capitale du plateau de l'Adamoua, immense et sous-peuplé. Elle a naturellement beaucoup grandi⁵ depuis le temps de mes enquêtes, il y a près de 30 ans, même si le vieux centre précolonial et le quartier commercial n'ont guère changé de physionomie. Les extensions se sont faites de façon très lâche et désordonnée, laissant de larges espaces de brousse entre les nouveaux quartiers, reliés par des

¹ En 1996 comme en 1997, 5 certificats d'études primaires réussis sur 6 tentés.

² Très mauvais signe quant à la santé sociale d'une ville.

³ Les scouts de ma paroisse y étaient venus l'été dernier, pour aider à construire une salle de classe (j'avais bien sûr pour mission de rapporter des photos). Petit-Dan et Sarah sont des personnages d'un conte pour enfants.

⁴ Notamment par les Orphelins apprentis d'Auteuil.

⁵ Sa population est estimée autour de 150 000 habitants.

pistes cahoteuses. La ville est maintenant équipée d'une part d'un vaste campus universitaire, très éloigné et qui n'intervient sur le milieu urbain que par la demande de logements qu'il induit, d'autre part de la gare terminale du chemin de fer "transcamerounais", qui, elle, en a modifié sensiblement les activités et le peuplement.

Le marché local n'absorbe qu'une fraction minime du trafic ferroviaire qui unit ici le Nord et le Sud : l'essentiel est transbordé sur des camions venus des provinces du grand Nord et de la République du Tchad (plus discrètement de la Centrafrique). Cette fonction de transit attire une très importante main-d'oeuvre pour charger et décharger (surtout à la force des bras : il faut donc du monde) les dizaines, les centaines de camions qui affluent vers la gare des marchandises. La gare des passagers voit converger les foules à l'arrivée et au départ de chaque train¹, moments très favorables pour les vendeurs de babioles, les mendiants et les pickpockets. Un kilomètre plus loin, l'immense parking des camions de la gare des marchandises est, comme toujours en pareil cas, un lieu très interlope, où se rencontrent les trafics les moins avouables et où affluent les jeunes en rupture, qu'attirent tant d'occasions et de tentations. Mes guides de l'association MATER m'ont ainsi fait entrer dans une grande baraque en tôle bien peu cachée, baptisée du nom de "texas", terme qui désigne un lieu de bien-être et de tranquillité², c'est-à-dire où l'on peut fumer en paix son joint de cannabis (l'air en était littéralement enfumé), cuver ses comprimés de barbiturique ou se distraire de toutes les manières que l'on souhaite et que la police préfère ignorer. Ces deux parties de la gare, à un kilomètre l'une de l'autre, ont donc de multiples raisons d'attirer les jeunes fugueurs (très schématiquement, les petits à la gare des voyageurs, les grands à celle des marchandises, tous officiellement pour porter les paquets, mais sans manquer les occasions de voler).

Ils affluent effectivement de tout le pays. Ce sont cependant plutôt des enfants du grand Nord, fascinés par les mirages de la modernité urbaine : ceux du Sud, familiers des rues de Yaoundé et de Douala, éprouvent moins le désir d'explorer une région dont la langue, le paysage, l'alimentation, le climat leur paraissent très étrangers.³ Si l'on veut bouger, le train est facile à prendre en fraude, et les enfants, pour un oui ou pour un non, n'hésitent pas à emprunter "l'ascenseur", comme ils l'appellent, pour aller en une nuit à Yaoundé, voire à Douala, et en revenir selon leur fantaisie (ou pour échapper à la police après un méfait). On m'a dit que certains voyageaient sur le toit des wagons, au risque de tomber ou d'être écrasés par un des ponts ou tunnels (rares). En fait, s'ils se font prendre dans le train par les contrôleurs, ils ne risquent pas grand-chose : "Qu'est-ce que tu veux qu'ils nous fassent ?, m'a répondu en rigolant un gamin du foyer de MATER ; ils nous giflent, et puis c'est tout..."

Se retrouvent donc à Ngaoundéré toutes sortes de jeunes marginalisés, de tous les âges, que la vie urbaine d'un chef-lieu de province ne saurait expliquer à elle seule, même si elle en "produit" aussi. Ceux qui veulent leur venir en aide ont donc bien du pain sur la planche.

La jeune association MATER ("Main tendue aux enfants de la rue"⁴) est née, il y a trois ans, à l'initiative de l'un des cadres du noviciat des Oblats de Marie-Immaculée⁵, le Frère Pierre Penta, qui avait découvert la problématique des enfants de la rue lors d'un séjour à Yaoundé, où il avait travaillé avec le Foyer de l'Espérance. Le supérieur du noviciat, le Père Geo, le soutient avec conviction et l'aide de tous les moyens dont il dispose, d'autant plus que les novices trouvent là une occasion de "travaux pratiques" d'amour du prochain en participant régulièrement aux diverses actions caritatives entreprises. Autour du Frère Pierre, une association de laïcs s'est créée, dont un magistrat du tribunal de Ngaoundéré, qui apporte un poids précieux, tout particulièrement pour les interventions en faveur des jeunes emprisonnés : le simple fait d'un

¹ Un par jour dans chaque sens.

² Exactement comme dans le vocabulaire de la rue au Togo.

³ C'est une caractéristique majeure du Cameroun que cette coupure entre Nord et Sud, séparés par des centaines de km à peu près déserts - d'où l'absence de formes de transition. Le Sud est pluvieux, forestier, mangeur de tubercules (ou de maïs dans l'Ouest), parlant le français ou le *pidgin-english*. Le Nord est sec, couvert de savanes, nourri au mil et de langue véhiculaire foulfouldé.

⁴ BP 679, Ngaoundéré.

⁵ Ordre missionnaire présent surtout au Cameroun, au Tchad et au Nigeria, qui consacre à la piété mariale un rôle central dans sa spiritualité. Le noviciat accueille une vingtaine de jeunes postulants venus de ces trois pays.

suivi méthodique des cas par l'équipe a permis de réduire de moitié le nombre des jeunes en détention préventive, en particulier en empêchant les gratte-papier du tribunal de garder les dossiers sous le coude, que ce soit par négligence ou pour racketter les familles.

MATER intervient beaucoup au sein de la prison, où sont une quarantaine d'adolescents, de 15 à 18 ans (je n'ai pas vu de plus petits ; on m'a assuré qu'il n'y a pas de filles dans le quartier des femmes). Ils vivent dans une partie séparée des adultes par une simple porte, mais ils paraissent bien à l'abri de ceux-ci. Beaucoup sont là pour vol, ou des faits plus graves, mais, d'après le droit camerounais, le simple vagabondage est en lui-même un délit, effectivement passible d'emprisonnement. Avec l'aide d'un autre petit groupe chrétien, le Pain-de-Vie, les jeunes bénéficient d'une meilleure nourriture, d'un minimum de soins¹, d'un encadrement scolaire sérieux² (en français ou en arabe), d'un peu d'activité manuelle (vannerie...), d'une offre de formation religieuse (chrétienne ou musulmane), et surtout de possibilités de dialogue. Il est en effet très important que le jeune en prison, qui a bien des raisons d'être traumatisé par tout ce qu'il a vécu, puisse trouver quelqu'un auprès de qui épancher ce qu'il a sur le coeur. C'est aussi le moyen privilégié de définir avec lui ce qu'il fera au moment (crucial pour son devenir) où il sera libéré : il ne peut éviter de rechuter que si cette sortie est bien préparée, le contact avec la famille renoué, ou une solution de rechange déjà élaborée. Je pense que, pour une petite association, dont les moyens limités ne permettent pas d'offrir leur chance à tous les jeunes en difficulté, travailler ainsi en prison est le meilleur moyen de sélectionner de façon sûre ceux qui ont le plus besoin d'être pris en charge.

Les équipes de MATER, renforcées des novices OMI, se rendent donc deux fois par semaine à la prison, à l'hôpital³, et dans la rue, tout particulièrement à la gare des voyageurs et sur le parking des camions de la gare des marchandises. Ils parlent, ils écoutent, ils soignent, avec dévouement et efficacité, malgré la faiblesse de leurs moyens.

Leur philosophie pédagogique est, comme à Yaoundé, la priorité au retour en famille.⁴ Se pose là un problème pratique : les distances. Le plateau de l'Adamaoua est immense, avec un réseau routier très médiocre. Qui plus est, un grand nombre de ces enfants viennent des provinces du Nord et de l'Extrême-Nord, à plusieurs centaines de km de là. Et, on l'a dit, la ville de Ngaoundéré est elle-même très étendue. C'est dire que la question des moyens de transport est permanente. (Pour le moment, MATER peut utiliser un véhicule du noviciat, dont il rembourse l'usage selon un forfait kilométrique calculé au plus juste, mais qui n'est pas toujours aussi disponible qu'il le faudrait : il rêve donc d'en avoir un bien à lui.) D'autre part, sur le nombre, il y a nécessairement quelques enfants pour lesquels la réinsertion en famille se révèle impossible, et qu'il faut donc garder.

Pour ceux-là, MATER a créé un petit foyer dans un quartier excentré, Bamyanga, dans une maison louée, très modeste mais avec de l'espace autour pour cultiver un jardinet et aménager un petit terrain de football, très prisé par les gosses des maisons voisines (ce qui est un signe d'une bonne intégration dans le quartier). Là vivent actuellement huit enfants, de 11 à 15 ans, encadrés par deux adultes permanents.⁵ Quatre vont à l'école et reçoivent aussi sur place un complément de scolarité ; les autres sont en phase d'observation. Tous pratiquent aussi quelques menus travaux manuels, comme la fabrication de petites croix en bois et d'enveloppes, qui procurent un petit peu de ressources à l'association. A l'origine, le foyer avait accueilli ensemble des petits et des grands. Comme l'expérience le montre toujours en pareil cas, cela s'est mal

¹ Malheureusement, les médicaments manquent. Signalons que le froid nocturne de cette ville d'altitude favorise la propagation de la tuberculose, tout particulièrement en milieu carcéral. Nous avons vu à la gare deux (peut-être trois) jeunes qui ont contracté cette maladie en prison.

² Là aussi avec l'aide décisive d'enseignants détenus.

³ D'apparence relativement correcte, mais il faut suivre de près les traitements reçus par les malades.

⁴ Quatre réalisés en 1998, un dans la ville même, les autres à respectivement 70, 300 (Garoua) et 500 km (Maroua), pour des enfants âgés de 9 à 15 ans.

⁵ Elvis, diplômé en droit chômeur, qui assure aussi le secrétariat de l'association dans un petit bureau de la maison, et sa fiancée Anastasie. Tous deux ne reçoivent qu'une modeste indemnité, d'où le risque, s'ils ne peuvent recevoir bientôt un véritable salaire, d'être obligés d'aller travailler ailleurs pour subvenir aux besoins de leur propre foyer. Au total, cinq des encadreurs reçoivent une telle indemnité.

passé : les grands transposent au sein du foyer les relations de violence et d'exploitation des petits qu'ils pratiquaient dans la rue. Il a fallu se recentrer sur les plus jeunes.

C'est pourquoi l'équipe de MATER est en train d'échafauder un projet ambitieux : une ferme, à quelque distance de la ville, où viendra vivre une communauté de grands, sortis de prison ou venus de la gare, qui pourront se refaire une santé physique et morale tout en prenant en charge leur propre subsistance. L'ordre des OMI a donc acquis légalement pour MATER un beau terrain de sept hectares, au relief varié et jouxtant une rivière pérenne¹, où pourront se faire des cultures diversifiées, de l'élevage et des activités artisanales. Le projet paraît excellent. Ne manque que l'argent pour construire et équiper...

Association toute jeune, MATER est loin d'avoir ses bases financières bien assises. Avec des dépenses consacrées à 20-22 % à l'alimentation et aux frais d'entretien matériel, à 17-18 % aux indemnités du personnel et aux transports, à 6 % au loyer, 4 % à la santé, 1 % aux dépenses de bureau, etc., le budget de fonctionnement paraît sagement distribué. Le problème est que le total moyen actuel, de l'ordre de 4 000 FF par mois, est insuffisant pour répondre à la nécessaire croissance des besoins : il faudrait arriver à 6 000 FF, notamment pour accroître les achats de médicaments distribués dans la prison et aux gares, et surtout pour assurer quelques salaires pour stabiliser le noyau solide de l'équipe des volontaires. Reste bien sûr le problème de l'achat d'un véhicule qui permettrait plus d'autonomie, et le grand projet de la ferme, non encore chiffré.

Il est évident que l'équipe de MATER est sur la bonne voie, avant tout parce que ses membres sont d'une part extrêmement motivés, d'autre part fondamentalement pragmatiques : ils savent tirer les leçons de leurs échecs, et s'adapter souplesment aux circonstances, dans une ville (qu'ils connaissent parfaitement) où les besoins d'intervention sont à la fois vastes et diversifiés. Ce sont là les clés de la réussite.

IV - QUELQUES INFORMATIONS SUR LES AUTRES VILLES

Tous les programmes enfants de la rue et en prison du Cameroun issus de l'Eglise catholique ont été invités à se rencontrer à Yaoundé les 7 et 8 octobre 1998. En est issu un rapport de synthèse, dont la brièveté laisse quelque peu sur sa faim. Outre les trois solides programmes décrits ci-dessus, apparaissent d'autres actions encore embryonnaires.²

Proche de Douala, la ville industrielle d'**Edéa** (près de 100 000 habitants) n'a pas encore de problèmes trop criants. L'aumônerie des jeunes, surtout impliquée dans les milieux scolaires, intervient auprès des jeunes de la prison.

A 250 km au nord de la métropole portuaire, **Bafoussam** (200 000 habitants), la capitale-champignon du plateau bamiléké (une société remarquablement dynamique, car fondée sur la compétition individuelle -ce qui est exceptionnel en Afrique- mais très cohérente et d'une grande capacité d'auto-organisation) a aussi vu apparaître puis s'accroître la présence de jeunes marginaux. Le diocèse a créé un centre de jour, Jeunes en difficulté, avec une équipe d'encadreurs (tous salariés), qui vise à aider les jeunes de 10 à 20 ans, aux problèmes diversifiés³. JED s'efforce de renouer avec les familles des enfants de la rue ("ce qui est très difficile", constate le rapport), agit auprès des jeunes en prison, assure des formations professionnelles (soudure, maçonnerie, chaudronnerie, reliure...).

¹ La certitude d'avoir de l'eau toute l'année est importante sous ce climat.

² Je n'ai trouvé malheureusement aucune information sur ce qui se passe dans les provinces anglophones. Il est certain que des villes comme Limbé (70 000 hab.), Kumba (100 000 hab.) et surtout la dynamique et turbulente Bamenda (250 000 hab.), capitale des hauts-plateaux du Nord-Ouest, riches et très peuplés, ne peuvent pas ignorer le problème des enfants de la rue.

³ On regrette beaucoup de ne pouvoir en savoir plus. La région bamiléké présente trop de caractères originaux pour que sa marginalité juvénile ne soit pas elle aussi singulière. Un minimum d'enquête sociologique serait ici bien utile.

Aucune indication n'est donnée dans le document sur la situation rencontrée par la paroisse de **Yagoua** (55 000 hab.), sur les rives du Logone, chef-lieu d'un département tout rural de l'Extrême-Nord, où la création d'immenses périmètres rizicoles et la diffusion corrélative du salariat ont sans doute quelque peu perturbé les solides paysanneries de la région. Il est vraisemblable que les problèmes sont beaucoup plus graves à **Kousseri**, que sa position en face de N'Djaména a transformée en plaque tournante de tous les trafics entre le Tchad et le Nigeria et brutalement propulsée au chiffre de 200 000 habitants, ainsi que dans les chefs-lieux des deux provinces septentrionales : **Maroua** (220 000 hab.) et surtout **Garoua** (300 000), villes anciennes et fortement attractives, où le pouvoir de contrôle social de la chefferie peul, traditionnellement très fort¹, ne peut que céder progressivement devant le flot des immigrants. Seule la seconde de ces capitales régionales dispose déjà d'un moyen d'action : le Centre d'orientation et d'éducation, qui propose aux enfants en difficulté (11-15 ans) de l'alphabétisation et de l'information sanitaire. Des équipes du COE (trois éducateurs salariés, quatre bénévoles) interviennent quatre soirs par semaine dans la rue, pour tisser des liens et essayer de renouer avec les familles (avec l'aide des paroisses de la ville). Un secours est apporté à la trentaine de mineurs incarcérés à la prison de Garoua.

Il y a trente ans, tout juste sorti des hautes abstractions que dispense l'Université, je découvrais avec émerveillement la réalité des sociétés rurales du Nord-Cameroun, en particulier celles des montagnards du vaste groupe matakam², autour de la petite ville de **Mokolo**.³ Il y avait là un trésor d'adaptation à un milieu naturel difficile (mais d'une rare beauté), et surtout des modèles d'harmonie humaine, qui ne connaissaient ni la misère ni la surabondance, ni l'inégalité ni l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais, à cause même de cet équilibre parfait, sans dynamique interne et donc auto-reproduit à l'identique depuis des siècles, ces sociétés ignoraient toute évolution : les modifier ne pouvait que les ébranler, puis les détruire. Par divers biais (l'école, l'impôt, le commerce...), c'est en cours. Partis bon derniers dans la course au progrès, ces peuples sont les plus mal placés dans la concurrence moderne. Il est donc navrant de trouver aujourd'hui parmi les gamins de la rue de jeunes Matakam, mais ce n'est, hélas, pas surprenant. Ces derniers sont plutôt l'avant-garde d'une descente massive de ces peuples montagnards vers les villes (autrement dit, vers la prolétarisation dans les bidonvilles). Maroua et Garoua sont en première ligne pour les recevoir, mais il est certain que, du fait de la remarquable mobilité de ces jeunes à travers tout l'espace camerounais, les autres grandes villes verront aussi affluer leurs contingents.

Il faut prendre des dispositions pour répondre à cette croissance prévisible du nombre des jeunes marginalisés dans les villes. Ce qu'ont entrepris les associations catholiques camerounaises d'aide à l'enfance en difficulté est déjà remarquable. C'est l'ébauche de ce qui devra être tôt ou tard massivement développé. Dans cet effort, le souci de coopération et d'échange⁴ révélé par ces journées d'octobre 1998 va dans la bonne direction.

¹ La première tentative (d'ailleurs ratée) de vol de voiture à Garoua eut lieu en 1970. Jusque alors, véhicules et domiciles n'avaient jamais eu besoin d'être fermés à clé.

² A l'époque un demi-million de personnes, certainement le double aujourd'hui.

³ Alors minuscule, elle est aujourd'hui créditée de plus de 100 000 habitants, que son activité économique ne peut en aucun cas justifier : ce ne peut qu'être l'effet du démantèlement des sociétés paysannes environnantes.

⁴ Y compris la proposition d'échanges temporaires d'éducateurs entre les divers centres, "dans le souci de mieux observer comment travaillent les autres". Cette mesure, peu coûteuse et sans nul doute efficace, devrait être relativement facile à organiser à l'intérieur d'un même pays.